



Déclaration de l'Union Départementale CGT 13 et de la CSD CGT 13

Durant l'été 2019, la loi dite de « transformation de la fonction publique », proposée par le gouvernement du Président Macron, a été votée par la majorité présidentielle avec la bénédiction de la droite.

Cette loi, combattue par l'ensemble des organisations syndicales, tend à modifier l'essence même de la Fonction Publique et du Service Public.

Dans le but de transformer en profondeur le service public dit « à la Française », nous sommes confrontés aujourd'hui à la volonté farouche du gouvernement de forcer à la mise en application de cette loi, y compris par l'utilisation des préfets.

C'est dans ce contexte que nos camarades éboueurs et égoutiers parisiens se sont massivement mobilisés le 25 mai en interpellant leur direction municipale.

Plutôt que d'entendre la mobilisation, la direction municipale a sollicité l'intervention des forces de police. 2 de nos camarades ont été interpellés, 2 autres blessés, et de nombreux camarades ont été verbalisés pour rassemblement non autorisé.

Ce n'est certainement pas comme ça, que la municipalité de Paris parviendra à éteindre la colère des agents municipaux.

L'Union Départementale des Syndicats CGT des Bouches du Rhône et la Coordination Syndicale Départementale CGT 13 condamnent avec la plus grande fermeté l'attitude de la municipalité de Paris, et renouvellent leur totale solidarité avec nos camarades qui ont subi la répression policière.

Nous demandons l'arrêt immédiat de toutes les procédures lancées contre ces personnels qui se sont mobilisés pour la défense du service public.

Les 15 et 22 juin prochains, nos syndicats seront à nouveau dans l'action pour porter, aussi, la défense de nos services publics.

Marseille, le 27 mai 2021